

## VIVE LA COMMUNE de Paris !

Il y a 78 ans, le peuple de Paris, représenté par son Comité Central, engageait le combat contre des forces qui, aujourd'hui encore, restent les obstacles à franchir pour que renaissent les valeurs écartées au cours de la semaine sanglante.

Les socialistes, éparpillés en chapelles, mettaient encore leur confiance en des politiciens de gauche, bavards et indécis. L'« Internationale » s'attachait à calmer les esprits. La « Corde », lieu de jonction des Chambres syndicales, regardait, avec l'inquiétude d'un propriétaire en voie d'expropriation, monter l'influence du Comité Central des gardes nationaux.

Blanquistes, syndicalistes proudhoniens, socialistes démocratiques, Jacobins se répandaient en délégations, en discours, agitations bruyantes, stériles, démoralisantes.

La Garde nationale, représentation du Paris de la résistance au complot monarchiste, se préparait.

Thiers attaqua.

Thiers, l'homme de la réaction classique, du militarisme, du capitalisme libéral alors à son apogée, du cléricisme; Thiers, l'animateur du complot monarchiste, voulut arracher au peuple les canons qui symbolisaient la résistance des sections.

Et ce fut le 18 mars...

Devant les carences politiques, les faubourgs grondèrent et jetèrent dans la première grande bataille de libération socialiste de l'Histoire, 100.000 combattants qui balayèrent toutes les puissances d'oppression et installèrent dans un Paris assiégé, mais enfin libre, une forme d'organisation dont le nom allait faire le tour du monde ouvrier et être la prestigieuse enseigne de tous les mouvements révolutionnaires qui lui succédèrent : LA COMMUNE DE PARIS !

La Commune de Paris nous est chère par toutes ses phases : organisation, justice, défense, mais il en est une qui nous paraît particulièrement riche d'enseignements et susceptible de nous servir aujourd'hui d'exemple.

Comme en 1871, nous vivons une période de réaction intense, de difficultés croissantes. Comme en 1871, nous voyons la liberté menacée, le prolétariat berné par les partis de gauche. Comme en 1871, nous subissons la répression d'un gouvernement faible pour toute autre activité que la lutte contre les travailleurs et préparant la venue au pouvoir du « grand sabre » régulateur des sociétés capitalistes.

Comme en 1871, nous constatons l'impuissance des syndicats sans virilité, engagés dans d'interminables palabres ayant pour but d'« aménager » (?) le système capitaliste.

Comme en 1871, la solution ne peut venir que du Peuple; l'initiative ne peut venir que de groupements ayant échappé à la maladie politicienne.

Le 18 mars 1871 n'est pas seulement la victoire du Peuple de Paris sur M. Thiers, c'est également la victoire de ce Peuple contre lui-même, ses idoles frelatées, ses partis enlisés dans le marécage parlementaire, ses syndicats réformistes, mutualistes, son internationale doctrinaire, sectaire, éberlué de voir le « toupet » du fait historique se permettant de ne pas être au rendez-vous que lui ont fixé les « théoriciens ».

Cette victoire d'un peuple sur ses mauvaises habitudes, autant que sur ses adversaires, est un des faits les plus importants de cette période.

C'est le sentiment que, seule, une victoire pareille pourrait aujourd'hui débarrasser les travailleurs et de leurs ennemis et de leurs faux amis, qui nous a fait choisir pour commémorer la Commune de Paris une date qui reste celle de la prise de conscience du prolétariat mondial.

## Vers la destruction des produits alimentaires

Brûlant ce qu'ils avaient adoré, journalistes et gouvernants, économistes et financiers retournent aujourd'hui leurs armes contre la baisse qu'ils ne cessent d'implorer pendant des années! Bien entendu, on y met les formes : ce n'est pas une baisse brutale, profonde et soudaine que nous voulons! L'exercice en tout est un mal. C'est un mouvement lent, progressif, que nous avons demandé! Et on nous sert un écroulement! Nous ne sommes plus d'accord.

Voilà à peu près ce que disent tous ceux qui ont pour tâche de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, c'est-à-dire le capitalisme pour un système lumineux et qui ne demande qu'à être le phare du progrès, pour peu que la « confiance », « l'ordre », et la « stabilité » budgétaire soient assurés!

Et nous assistons à ce spectacle hilarant : ceux qui dénonçaient le diluvien comme le pire des maux, la C. A., par exemple, réclament aujourd'hui à grands cris l'intervention gouvernementale, des décrets, des lois, des contrôles, l'organisation des exportations. Bref, ils sont prêts à accepter toutes les contraintes susceptibles d'arrêter la chute des prix, fléau redoutable entre tous.

Le plus comique, ou le plus tragique, est de constater que la baisse détraque le capitalisme beaucoup plus sûrement que la hausse. Car si l'on peut freiner cette hausse dans une certaine mesure et par divers moyens afin d'en limiter les effets au maintien des bénéfices et dividendes, il est malaisé de stopper la baisse qui, une fois déclenchée, se propage avec la vitesse d'une épidémie dont chaque consommateur véhicule le virus : « Demain, ce sera meilleur marché ». Et l'infection gagne de proche en proche, atteignant même des secteurs où la production est encore insuffisante.

Ce sont toujours les produits agricoles qui ouvrent la voie des catastrophes. Jusqu'aux environs d'août 48, leurs prix menaient la danse dans le cycle de la hausse, car ils étaient en avance, largement, sur ceux des produits industriels. Paysans gros et petits intensifèrent leurs cultures. Ils réclamaient à grands cris des engrais, des machines, un vent de modernisme secouait l'archaïsme, les gouvernants faisaient chorus et avec eux toute la presse. Production! Production! Les bénéfices étaient larges, l'aisance et même la richesse récompensait les efforts. Tout le monde

(Suite page 2, col. 3.)

## La comédie électorale

Impuissance, vénalité, complicité dans la préparation de la guerre, servilité à l'égard de

la finance et des camarillas militaires caractérisent les politiciens et les hommes d'Etat.

Contrairement au proverbe mensonger, gouverner n'a jamais été prévisible, parce que rien n'est vraiment prévisible parmi l'incalculable enchevêtrement de causes et d'effets, tant sociaux qu'économiques et politiques, fruit du travail de chaque individu, qu'il soit savant ou manœuvre.

Abandonner entre les mains de quelques arrivistes du soin de clarifier et de mettre perpétuellement au point une situation perpétuellement changeante, c'est admettre implicitement qu'ils possèdent l'omniscience.

On ne peut donc raisonnablement confier l'organisation d'une société humaine qu'à ceux qui en assurent le développement, chacun dans la sphère qui lui est propre, étant seul qualifié pour juger des répercussions de ses activités. C'est ainsi, et ainsi seulement que les circonstances de tous ordres peuvent être sinon prévues du moins exploitées pour le bien commun.

L'effort des hommes qui est, et dans tous les domaines, fractionné à l'infini, (Suite page 2, col. 1.)

## L'INDOCHINE A L'ASSEMBLÉE

# Le Gouvernement a du sang sur les mains

L'art de gouverner est au fond le même partout. Tant que les hommes n'auront pas appris à se passer des cliques politiciennes, il n'y aura pas une grande différence entre la « Raison d'Etat » d'un satrape totalitaire et la bienveillance affectée du Parlement démocratique qui fait la quête aux électeurs. Les deux impliquent le mépris de la vie des autres, considérés comme de purs instruments. Si l'on considère cette opinion comme exagérée, l'on n'a qu'à réfléchir un peu sur la dernière farce de nos « élus » : la discussion du problème indochinois.

Voilà la ficelle : supposons qu'on mette en discussion la totalité de la politique indochinoise. Alors, l'opposition stalino-gaulliste posera des questions qui obligeront les partis de la majorité, et principalement les socialistes qui doivent se donner l'air d'être... socialistes, et les radicaux qui doivent se montrer bons défenseurs de l'impérialisme, à rompre. Il faut donc arriver à régler le problème indochinois sans poser la question : Pour Bao-Dai ou pour Ho Chi Minh ? C'est un pari stupide, dira-t-on ? Pas du tout. On va simplement commencer par discuter le projet « portant création d'une assemblée territoriale élue en Cochinchine ».

Et, par dessus le marché, la nécessité de tenir le coup jusqu'à la fin des élections cantonales pour ne pas se suicider au profit de Thorez ou du gaullisme. Toute l'astuce consiste donc, pour les trois compères, à ne pas parler des questions qui pourraient les obliger à rompre pour sauver la face, et par suite perdre tous les trois le monopole de l'assemblée territoriale élue en Cochinchine.

On espère que nos lecteurs me suivent : si l'on se prononce sur la nécessité d'une telle assemblée « élue » qui doit décider par un vote (acquis d'avance) si la Cochinchine veut faire partie intégrante du Viet-Nam, on se sera prononcé pour la réintégration de cette région dans le

Viet-Nam, c'est-à-dire qu'on aura éliminé la difficulté essentielle de l'application de l'accord franco-vietnamien qui rétablit Bao-Dai dans ses prérogatives impériales. Il n'est pas mauvais de rappeler, entre parenthèses, que le colonialisme français avait disséqué jadis la Cochinchine du reste de l'Indochine, pour y installer un gouvernement fantoche, avec considérations culturelles, ethniques, etc., à l'appui. Aujourd'hui, tout ceci est oublié par ce même impérialisme parce que cela lui est profitable. Les partis majoritaires, discutant de la Cochinchine auront ainsi montré leur accord pour l'envoi de Bao-Dai au Viet-Nam sans avoir eu à en discuter. Par la suite, le débat avec interpellations sur la politique française en Indochine qui suivra sera pratiquement vidé de son contenu. C.Q.F.D.

Mais tout n'alla pas comme sur un billard. M. Paul Rivet, connu pour ses sympathies communistes, devait donner le coup de pied de l'âne en obligeant la conférence des présidents de groupe de l'Assemblée à inverser l'ordre des débats : d'abord les interpellations : la Cochinchine ensuite. Or, selon le règlement de l'Assemblée, une discussion avec interpellation doit aboutir à un ordre du jour favorable ou défavorable au gouvernement, ce qui, dans ce dernier cas, risque de le mettre définitivement par terre. Les divergences électorales des trois partis gouvernementaux sont telles qu'il apparaît impossible de mettre sur pied un tel ordre du jour favorable. Alors, c'était la crise à la veille des cantonales ?

C'était sans compter avec les ressorts secrets d'un gouvernement impuissant mais increvable. Un ordre du jour de « synthèse et de conciliation » fut savamment élaboré, et, grâce à une manœuvre fort réussie des communistes qui firent de l'obstruction à la tribune jusqu'à ce que la force armée intervienne, et par là compromirent électoralement les socialistes en les rejetant vers les radicaux, le gouvernement vainquit. Force restait à la démocratie : le projet sur la Cochinchine fut adopté.

Le bilan de ces petites manœuvres, destinées à préserver les intérêts des bêtisiers majoritaires en face des bêtisiers de l'opposition, c'est que grâce à la complicité socialiste, Bao-Dai va rentrer « rétablir l'ordre » en Indochine. Le moins qu'on puisse dire de ces messieurs les parlementaires qui ont racheté leurs fauteuils au prix de la poursuite d'une guerre impérialiste, c'est qu'ils ont du sang sur les mains. Du sang de toutes les couleurs. Et les socialistes, avec leurs petites réticences portant sur le nombre des voix indigènes à l'Assemblée cochinoise et autres duperies de cette sorte, pour en finir par l'acceptation — messieurs les socialistes ont bien mérité de la Patrie, mais certainement pas de l'Humanité.

En fait, la démocratie n'est qu'un leurre. Au cours de ces débats, on entendit un radical, Caillavet, soutenir à la tribune Bao-Dai par le fait que la monarchie représente pour les Viet-Namiens un principe religieux traditionnel. De même, les socialistes acceptèrent l'empereur tout en sachant fort bien qu'il joint au titre de représentant des intérêts américains celui de protégé de Mgr Spellman et du Vatican. Tout est tromperie, mensonge dans les milieux électoraux frelatés. Si vous allez aux urnes après cela, c'est vraiment que vous désirez que la comédie continue !

MICHEL.

## LE MILITANT

Coller des affiches, distribuer des tracts, organiser des réunions forment les aspects divers de l'action militante.

Un nouveau moyen de combat extrêmement efficace vient d'être créé : c'est l'abonnement de propagande au « Libertaire » donnant droit, pour 60 francs, à 10 numéros !

Pensez-y !

Robert Joulin, C.C.P. 5561-76, 145, quai de Valmy, Paris.

## L'U.R.S.S. vue par un anarchiste

### LE PARTI (XIV)

• Quelles sont les principales caractéristiques du parti communiste en U.R.S.S. ?

Un seul mot : ETAT. Le parti, c'est l'Etat, l'Etat c'est le parti.

Mais on ne peut bien le comprendre que si on se rappelle les origines du parti, dont la forme actuelle est la conséquence.

• Résumons donc, en quelques traits, l'évolution du parti bolchévique.

Depuis les premières années, le parti bolchévique n'eut qu'un but : la CONQUÊTE DU POUVOIR, cela lui servait de but et de programme. Le

parti devait être dans les mains d'un groupe de révolutionnaires professionnels bien organisés.

Les communistes dans leur histoire officielle présentent le parti bolchévique comme le parti le plus actif au cours de la période pré-révolutionnaire. C'est faux. Le parti bolchévique n'était qu'un des partis révolutionnaires, sans caractère de masses, sans véritable programme ; il ne joua aucun rôle important en

février 1917 et jusqu'à l'arrivée de Lénine en Russie. Il fut à la remorque des autres partis socialistes.

Il prit d'ailleurs le pouvoir avec d'autres : Socialistes-Révolutionnaires de gauche, Menchéviks Internationalistes, et sous la formule « Tout le Pouvoir aux Soviets », formule équivoque qui permit aux bolchévistes, lorsqu'ils se furent fortifiés, de retirer peu à peu la direction des affaires des mains des organisations prolétariennes, au profit du parti communiste. Les Soviets furent dépouillés de leurs attributions, ils disparurent graduellement au profit du nouveau monstre : le Parti d'Etat.

Au début de la Révolution d'ailleurs, la population n'est pas du côté du Parti Communiste, elle ne fit seulement que croire à ses promesses.

C'est après l'écrasement du soulèvement de Kronstadt que le pays vit le vrai visage de la dictature bolchévique.

C'est à la suite de Kronstadt, d'ailleurs, que Lénine remplaça le communisme de guerre par la N.E.P. (soulignons que la N.E.P., proposée quelques mois plus tôt par les menchéviks, avait été alors combattue par Lénine. S'appropriant une politique qu'on a combattue est un procédé que Staline devait employer après Lénine. C'est ainsi que Trotski préconisait l'industrialisation et la collectivisation forcée que Staline combattit pour les appliquer après s'être débarrassé de Trotski.

Les premières années, Staline était peu connu. On parlait surtout de Lénine, Trotski, Zinoviev, Kamenev, Boukharine. Mais Staline prit en mains, dès le début, l'appareil du parti. Maître de celui-ci, il attendit la mort de Lénine, puis, appuyant Boukharine, Zinoviev, Kamenev contre Trotski et ses disciples, il se débarrassa de ceux-ci. Il liquida ses ex-alliés ensuite.

Les procès de Moscou furent le point culminant de ces liquidations successives.

Aujourd'hui, le Parti, entièrement aux mains de Staline, est tout.

• Mais les Staliniens les plus cyniques prétendent que tout cela fut nécessaire pour construire le Socialisme.

— Oui, la version officielle, c'est que l'U.R.S.S. se trouve dans la période transitoire qui mène du Socialisme vers le Communisme. Or, ce qu'ils appel-

(Suite page 2, col. 3.)

La Commune de Paris est un des plus beaux épisodes de la lutte du peuple contre ses oppresseurs. Les politiciens exploitent et salissent les Communards en se réclamant d'eux. Les Communards, les Fédérés n'étaient pas des politiciens !

C'est avec la Fédération Anarchiste que vous viendrez commémorer le soulèvement de Paris contre les forces d'oppression

## DIMANCHE 20 MARS

Rendez-vous Place Voltaire à 15 heures

Itinéraire : Rue de la Roquette

# TOUS AU MUR DES FÉDÉRÉS







# Gifle à Jouhaux La lutte pour la liberté dans le Livre

La presse s'est faite l'écho des incidents qui ont suivi la participation de Léon Jouhaux à la Conférence des « fédéralistes » churchilliens à Bruxelles. Le « Populaire » du 1<sup>er</sup> mars précisait que Jouhaux était allé à ladite conférence à titre individuel et notait l'opposition de Le Bourre.

« France-soir » a insisté dans un court article sur l'opposition de la minorité F.O.

Que s'est-il donc passé ?

A cette conférence politique (ce n'est pas la présence de syndicalistes belges, à titre auditif, qui pouvait y changer quelque chose) la conclusion finale ne pouvait être que politique. On comprend que les responsables — pourtant timides — de F.O.S.E. (Forces Ouvrières Syndicalistes Européennes, fondées à la suite du Congrès « fédéraliste » de La Haye) aient recommandé la prudence. La motion du Bureau de F.O.S.E., en termes clairs, attirait « l'attention du Président Léon Jouhaux... en lui déconseillant de couvrir de sa haute autorité cette manifestation ».

Jouhaux s'en fut à la Conférence... à titre individuel, sous réserve de l'accord de sa centrale.

Et c'est alors que le scénario devient palpitant : Le Bourre et ses amis (nous ne sommes guère tendres à leur égard, ici) ont réussi une des plus belles opérations de leur vie de militants.

En signe de protestation contre le geste de Jouhaux, d'une part Le Bourre démissionne du Secrétariat général de F.O.S.E. et il défend devant la Commission exécutive de F.O. la thèse de la minorité : un Congrès est nécessaire, car la C.E. ne peut d'elle-même autoriser Jouhaux parti à Bruxelles, rappelle-t-on, sous réserve de l'acceptation de sa centrale.

Or, au bureau de F.O.S.E., depuis peu, se sont agrégés des délégués du bureau confédéral F.O. : Laffont, Bouzanquet, Richard. Et c'est ce bureau élargi qui s'est, unanimement, solidarisé avec Le Bourre en lui demandant de rester à son poste et à ainsi désavouer nettement Jouhaux.

D'autre part, la Commission exécutive de F.O., vu l'absence de Jouhaux — à Genève — a prévu une séance sur ce sujet, en présence du « général ». Bouzanquet et Laffont auront l'honnêteté et le courage — il est permis d'en douter — de maintenir à F.O. la position prise à F.O.S.E. ?

★

Quoi qu'il en soit, Jouhaux, dont l'ambition saine est de devenir président du Conseil Economique Européen, voit se dresser devant lui une opposition résolue.

Les gifies retentissantes qu'il vient d'encaisser, ces atteintes au prestige du « Président » sont peut-être les signes avant-coureurs d'une décrépitude accélérée.

On trouvera les anarchistes toujours prêts à dégonfler l'ignoble bonhomme, la flaque crapule dont le pessimisme affecté lui permet d'endiguer, de dévier, de pourrir, à chaque instant, la combativité de la classe ouvrière de France.

INTERIM.

## DANS LES MINES

### Les économies meurtrières de l'ÉTAT-PATRON

Depuis la fin des grèves d'octobre et novembre 1947, 42 mineurs ont été tués dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, plusieurs centaines blessés gravement et nombreux sont ceux qui restent estropiés pour la vie.

La dramatique augmentation du nombre des accidents qui, journellement, mettent en danger la vie des mineurs a plusieurs causes.

D'abord les méthodes de travail. Par mesure d'économie de main-d'œuvre, les Allemands avaient introduit les systèmes de « longue-taille » et de « fourdrage », systèmes dangereux, surtout en ce qui concerne le second, il avait fallu les proscrire. Mais, bien au contraire, ils furent maintenus et tendent à se généraliser dans tout le bassin où ils remplacent le « remblaiage », méthode de travail offrant davantage de sécurité.

Les responsables initiaux de cet état de choses sont les dirigeants stalinien, qui, placés dès la Libération à la direction des Houillères, déclenchèrent une politique de production forcée et ne s'élevèrent jamais contre les dangereuses méthodes de travail organisées par les Allemands. Si bien que Lacoste, lorsqu'il remplace Auguste Lecoq à la gestion des Houillères nationales, revisa le prix des tâches en se basant sur les normes de production réalisées pendant la gestion stalinienne.

D'autre part, on constate fréquemment que les bois de soutènement sont de mauvaise qualité ; économie à tout prix et même au prix de la vie des mineurs !

Mais une des causes importantes est la généralisation du travail à la tâche, le salaire horaire étant d'une insuffisance révoltante. Là encore, nous retrouvons la criminelle politique stalinienne de prime au rendement, travail aux pièces, etc.

Lacoste ayant abaissé le taux du travail à la tâche, les mineurs se voient contraints d'augmenter celle qui coûte leur production s'ils veulent pouvoir vivre, et poussés par ces nécessités, n'accordent aux mesures de sécurité qu'un temps trop souvent limité.

L'Etat-patron exploite aujourd'hui à plein les méthodes de rendement poussées au maximum qui ont été instaurées par les stalinien, tue, blesse et estropie chaque jour de nombreux mineurs.

Il nous faut réagir vigoureusement contre une telle exploitation. Il faut d'abord supprimer le travail à la tâche, exiger un salaire normal, mettre au travail les porions et autres gards-chiourmes parasites. Et si la main-d'œuvre s'avère insuffisante, que l'on demande un peu aux flics, C. R. S., gendarmes et Cie, de retravailler leurs manches ! Et qu'ils descendent un peu au fond, eux aussi, et que les ministres, députés, officiers, généraux, tous professeurs de vertu, donnent l'exemple !

En attendant, camarades, le nous faut lutter contre l'Etat-patron, le pire de tous : il nous faut lutter pour que la mine soit aux mineurs, c'est-à-dire à la collectivité tout entière.

Un ouvrier mineur : LAUREYNS.

L'enjeu du combat engagé est de taille. Il ne s'agit rien moins que de détacher la vieille Fédération du Livre — jamais docile — de la C.G.T. chloroformée par les stalinien. Il s'agit de ne plus être obligés les uns et les autres de se plier à la discipline bureaucratique sans discussion préalable. De ne pas supporter collectivement les effets d'actes politiques individuels. En un mot, de se libérer de l'emprise bolchevique, de redevenir ce que longtemps les camarades du Livre furent : des syndicalistes raisonnant en syndicalistes.

Nous voudrions aujourd'hui rassurer un certain nombre de camarades que le mot AUTONOMIE effraie parce qu'ils croient voir se profiler derrière ce mot les initiales F. O.

Les camarades du Livre représentés au Cartel national d'unité d'action syndicaliste savent bien que F. O. n'y est pas plus en odeur de sainteté que la C.G.T.-Kominform. Ils n'oublient pas — et ils ont à cœur de le dire — que la C.G.T.-F.O. n'est qu'une organisation de collaboration de classes forcenée, une filiale de la S.F.I.O. et une agence publicitaire des banquiers de Wall Street. Ils n'oublient pas non plus que le grand prétre de F.O., Léon Jouhaux, est le traître n° 1 du mouvement ouvrier ; qu'il n'y a aucune possibilité, pour des syndicalistes conséquents, de suivre les directives de ce maître politique relaps et intelligent — qui profita en 1914 de ses relations pour devenir le ministre officieux du travail dans tous les ministères d'Union sacrée d'alors. Ils n'oublient pas que Jouhaux ne fit rien pour coordonner les grèves spontanées qui éclatèrent lors de la déclaration de la première guerre mondiale alors que les Congrès lui avaient tracé la ligne de conduite à tenir en une aussi cruelle situation. Ils n'oublient pas que Jouhaux, traître à sa classe, traître à la mission, fut de 1920 à 1939 le frein à toute émancipation sociale que ce soit en 1938-1939. Que Jouhaux encore fut patriote acharné — avec la peau des autres — en 1939 comme en 1914 et qu'après une « villégiature » en Allemagne il aida son « ami » Frachon à faire de la Libération nationale la non-libération prolétarienne. Ils n'oublient pas non plus l'action des seconds de Jouhaux, des membres de ce « chapeau » coiffant la F. O. depuis leurs « premières » dans le syndicalisme. Avec l'exécuse pour ceux-ci qu'ils sont inintelligents.

Les copains qui luttent pour la véritable autonomie savent aussi dire et expliquer les prises de position de F. O. en face de chaque problème, tant économique qu'humain.

L'or américain aide ses nouveaux maîtres. Irving Brown, l'aidé en papier, en littérature syndicale, en « renseignements », en « conseils », il comble le déficit du journal moyennant quelques compensations, ce que chacun comprendra : défense des positions U.S.A. qui font fassent ceux-ci, leur impérialisme, leurs capitalistes et leurs généraux.

Les ouvriers conscients du Livre ne marcheront ni pour les uns ni pour les autres. Ni pour le capitalisme yankee, ni pour la dictature bolchevique. Leurs intérêts sont ceux de toute la classe ouvrière, NON CEUX DE QUELQUES PRIVILEGES DU REGIME. Et nous

appliquant le respect du règlement jusqu'à l'absurde, fignolant leur travail et l'accomplissement d'un soin scrupuleux, ils ont su mettre 5 heures pour effectuer certaines tâches alors qu'il faut habituellement 10 minutes ; mettant 2 heures pour examiner minutieusement dans le détail chaque valise de voyageur, fouillant consciencieusement chaque véhicule, retournant les coussins, vidant les tombereaux pour les vérifier de fond en comble, exerçant le contrôle de l'argent à un centime près, et tout cela en conformité avec tous les fatras des circulaires d'application, accomplissant strictement, rigoureusement, le règlement et rien de plus, ils ont en peu de temps par leur action revendicatrice obtenu un protocole d'accord leur donnant satisfaction.

Cette tactique de lutte ouvrière qui fut appliquée dès 1895 avec réussite, n'est pas une antithèse à l'action directe. Cette résistance passive peut en maintes circonstances obtenir « droit de cité ».

Les douaniers en revenant à une forme d'action autrefois préconisée par Pouget ont attiré l'attention des travailleurs sur une forme de lutte trop oubliée et qui peut être très efficace.

Espérons que cet exemple, bien que donné par une corporation peu intéressante — les gabelous étant cousins germains des flics — portera ses fruits, surtout chez les fonctionnaires.

SUZU.

LES DOUANIERS INNOVENT EN RETOURNANT AUX SOURCES

« L'obstructionnisme est un procédé de sabotage qui consiste à appliquer avec un soin méticuleux les règlements, à faire la besogne dont chacun a charge, avec une sage lenteur et un soin exagéré ».

Cette forme de grève préconisée par le grand pionnier du syndicalisme Pouget vient d'être mise à exécution par les douaniers, ces jours derniers.

Déjà à l'époque de Pouget, les règlements, les circulaires qui chevauchaient les uns sur les autres lorsqu'ils étaient appliqués avec une stricte et rigoureuse application, appelaient un désordre, un gâchis, une obstruction dans les services en grève et cette obstruction fut souvent l'artisan ingénieux du succès des revendications demandées.

Or de nos jours où la profusion de textes de lois, de décrets hétéroclites ne fait que s'accroître, il semble que cette forme de grève « passive » peut être employée dans certaines corporations où la grève gestionnaire semble difficilement applicable dans les conditions présentes.

C'est ce qu'ont fait les douaniers mécontents qu'on leur ait refusé l'indemnité de risque qui leur avait été promise et au moins la parité d'indices avec la police.

Appliquant le respect du règlement jusqu'à l'absurde, fignolant leur travail et l'accomplissement d'un soin scrupuleux, ils ont su mettre 5 heures pour effectuer certaines tâches alors qu'il faut habituellement 10 minutes ; mettant 2 heures pour examiner minutieusement dans le détail chaque valise de voyageur, fouillant consciencieusement chaque véhicule, retournant les coussins, vidant les tombereaux pour les vérifier de fond en comble, exerçant le contrôle de l'argent à un centime près, et tout cela en conformité avec tous les fatras des circulaires d'application, accomplissant strictement, rigoureusement, le règlement et rien de plus, ils ont en peu de temps par leur action revendicatrice obtenu un protocole d'accord leur donnant satisfaction.

Cette tactique de lutte ouvrière qui fut appliquée dès 1895 avec réussite, n'est pas une antithèse à l'action directe. Cette résistance passive peut en maintes circonstances obtenir « droit de cité ».

Les douaniers en revenant à une forme d'action autrefois préconisée par Pouget ont attiré l'attention des travailleurs sur une forme de lutte trop oubliée et qui peut être très efficace.

Espérons que cet exemple, bien que donné par une corporation peu intéressante — les gabelous étant cousins germains des flics — portera ses fruits, surtout chez les fonctionnaires.

SUZU.

LES DOUANIERS INNOVENT EN RETOURNANT AUX SOURCES

« L'obstructionnisme est un procédé de sabotage qui consiste à appliquer avec un soin méticuleux les règlements, à faire la besogne dont chacun a charge, avec une sage lenteur et un soin exagéré ».

Cette forme de grève préconisée par le grand pionnier du syndicalisme Pouget vient d'être mise à exécution par les douaniers, ces jours derniers.

Déjà à l'époque de Pouget, les règlements, les circulaires qui chevauchaient les uns sur les autres lorsqu'ils étaient appliqués avec une stricte et rigoureuse application, appelaient un désordre, un gâchis, une obstruction dans les services en grève et cette obstruction fut souvent l'artisan ingénieux du succès des revendications demandées.

Or de nos jours où la profusion de textes de lois, de décrets hétéroclites ne fait que s'accroître, il semble que cette forme de grève « passive » peut être employée dans certaines corporations où la grève gestionnaire semble difficilement applicable dans les conditions présentes.

C'est ce qu'ont fait les douaniers mécontents qu'on leur ait refusé l'indemnité de risque qui leur avait été promise et au moins la parité d'indices avec la police.

Appliquant le respect du règlement jusqu'à l'absurde, fignolant leur travail et l'accomplissement d'un soin scrupuleux, ils ont su mettre 5 heures pour effectuer certaines tâches alors qu'il faut habituellement 10 minutes ; mettant 2 heures pour examiner minutieusement dans le détail chaque valise de voyageur, fouillant consciencieusement chaque véhicule, retournant les coussins, vidant les tombereaux pour les vérifier de fond en comble, exerçant le contrôle de l'argent à un centime près, et tout cela en conformité avec tous les fatras des circulaires d'application, accomplissant strictement, rigoureusement, le règlement et rien de plus, ils ont en peu de temps par leur action revendicatrice obtenu un protocole d'accord leur donnant satisfaction.

Cette tactique de lutte ouvrière qui fut appliquée dès 1895 avec réussite, n'est pas une antithèse à l'action directe. Cette résistance passive peut en maintes circonstances obtenir « droit de cité ».

Les douaniers en revenant à une forme d'action autrefois préconisée par Pouget ont attiré l'attention des travailleurs sur une forme de lutte trop oubliée et qui peut être très efficace.

Espérons que cet exemple, bien que donné par une corporation peu intéressante — les gabelous étant cousins germains des flics — portera ses fruits, surtout chez les fonctionnaires.

SUZU.

LES DOUANIERS INNOVENT EN RETOURNANT AUX SOURCES

« L'obstructionnisme est un procédé de sabotage qui consiste à appliquer avec un soin méticuleux les règlements, à faire la besogne dont chacun a charge, avec une sage lenteur et un soin exagéré ».

Cette forme de grève préconisée par le grand pionnier du syndicalisme Pouget vient d'être mise à exécution par les douaniers, ces jours derniers.

Déjà à l'époque de Pouget, les règlements, les circulaires qui chevauchaient les uns sur les autres lorsqu'ils étaient appliqués avec une stricte et rigoureuse application, appelaient un désordre, un gâchis, une obstruction dans les services en grève et cette obstruction fut souvent l'artisan ingénieux du succès des revendications demandées.

Or de nos jours où la profusion de textes de lois, de décrets hétéroclites ne fait que s'accroître, il semble que cette forme de grève « passive » peut être employée dans certaines corporations où la grève gestionnaire semble difficilement applicable dans les conditions présentes.

C'est ce qu'ont fait les douaniers mécontents qu'on leur ait refusé l'indemnité de risque qui leur avait été promise et au moins la parité d'indices avec la police.

Appliquant le respect du règlement jusqu'à l'absurde, fignolant leur travail et l'accomplissement d'un soin scrupuleux, ils ont su mettre 5 heures pour effectuer certaines tâches alors qu'il faut habituellement 10 minutes ; mettant 2 heures pour examiner minutieusement dans le détail chaque valise de voyageur, fouillant consciencieusement chaque véhicule, retournant les coussins, vidant les tombereaux pour les vérifier de fond en comble, exerçant le contrôle de l'argent à un centime près, et tout cela en conformité avec tous les fatras des circulaires d'application, accomplissant strictement, rigoureusement, le règlement et rien de plus, ils ont en peu de temps par leur action revendicatrice obtenu un protocole d'accord leur donnant satisfaction.

Cette tactique de lutte ouvrière qui fut appliquée dès 1895 avec réussite, n'est pas une antithèse à l'action directe. Cette résistance passive peut en maintes circonstances obtenir « droit de cité ».

Les douaniers en revenant à une forme d'action autrefois préconisée par Pouget ont attiré l'attention des travailleurs sur une forme de lutte trop oubliée et qui peut être très efficace.

croient voir se profiler derrière ce mot les initiales F. O.

Les camarades du Livre représentés au Cartel national d'unité d'action syndicaliste savent bien que F. O. n'y est pas plus en odeur de sainteté que la C.G.T.-Kominform. Ils n'oublient pas — et ils ont à cœur de le dire — que la C.G.T.-F.O. n'est qu'une organisation de collaboration de classes forcenée, une filiale de la S.F.I.O. et une agence publicitaire des banquiers de Wall Street. Ils n'oublient pas non plus que le grand prétre de F.O., Léon Jouhaux, est le traître n° 1 du mouvement ouvrier ; qu'il n'y a aucune possibilité, pour des syndicalistes conséquents, de suivre les directives de ce maître politique relaps et intelligent — qui profita en 1914 de ses relations pour devenir le ministre officieux du travail dans tous les ministères d'Union sacrée d'alors. Ils n'oublient pas que Jouhaux ne fit rien pour coordonner les grèves spontanées qui éclatèrent lors de la déclaration de la première guerre mondiale alors que les Congrès lui avaient tracé la ligne de conduite à tenir en une aussi cruelle situation. Ils n'oublient pas que Jouhaux, traître à sa classe, traître à la mission, fut de 1920 à 1939 le frein à toute émancipation sociale que ce soit en 1938-1939. Que Jouhaux encore fut patriote acharné — avec la peau des autres — en 1939 comme en 1914 et qu'après une « villégiature » en Allemagne il aida son « ami » Frachon à faire de la Libération nationale la non-libération prolétarienne. Ils n'oublient pas non plus l'action des seconds de Jouhaux, des membres de ce « chapeau » coiffant la F. O. depuis leurs « premières » dans le syndicalisme. Avec l'exécuse pour ceux-ci qu'ils sont inintelligents.

Les copains qui luttent pour la véritable autonomie savent aussi dire et expliquer les prises de position de F. O. en face de chaque problème, tant économique qu'humain.

L'or américain aide ses nouveaux maîtres. Irving Brown, l'aidé en papier, en littérature syndicale, en « renseignements », en « conseils », il comble le déficit du journal moyennant quelques compensations, ce que chacun comprendra : défense des positions U.S.A. qui font fassent ceux-ci, leur impérialisme, leurs capitalistes et leurs généraux.

Les ouvriers conscients du Livre ne marcheront ni pour les uns ni pour les autres. Ni pour le capitalisme yankee, ni pour la dictature bolchevique. Leurs intérêts sont ceux de toute la classe ouvrière, NON CEUX DE QUELQUES PRIVILEGES DU REGIME. Et nous

appliquant le respect du règlement jusqu'à l'absurde, fignolant leur travail et l'accomplissement d'un soin scrupuleux, ils ont su mettre 5 heures pour effectuer certaines tâches alors qu'il faut habituellement 10 minutes ; mettant 2 heures pour examiner minutieusement dans le détail chaque valise de voyageur, fouillant consciencieusement chaque véhicule, retournant les coussins, vidant les tombereaux pour les vérifier de fond en comble, exerçant le contrôle de l'argent à un centime près, et tout cela en conformité avec tous les fatras des circulaires d'application, accomplissant strictement, rigoureusement, le règlement et rien de plus, ils ont en peu de temps par leur action revendicatrice obtenu un protocole d'accord leur donnant satisfaction.

Cette tactique de lutte ouvrière qui fut appliquée dès 1895 avec réussite, n'est pas une antithèse à l'action directe. Cette résistance passive peut en maintes circonstances obtenir « droit de cité ».

Les douaniers en revenant à une forme d'action autrefois préconisée par Pouget ont attiré l'attention des travailleurs sur une forme de lutte trop oubliée et qui peut être très efficace.

Espérons que cet exemple, bien que donné par une corporation peu intéressante — les gabelous étant cousins germains des flics — portera ses fruits, surtout chez les fonctionnaires.

SUZU.

LES DOUANIERS INNOVENT EN RETOURNANT AUX SOURCES

« L'obstructionnisme est un procédé de sabotage qui consiste à appliquer avec un soin méticuleux les règlements, à faire la besogne dont chacun a charge, avec une sage lenteur et un soin exagéré ».

Cette forme de grève préconisée par le grand pionnier du syndicalisme Pouget vient d'être mise à exécution par les douaniers, ces jours derniers.

Déjà à l'époque de Pouget, les règlements, les circulaires qui chevauchaient les uns sur les autres lorsqu'ils étaient appliqués avec une stricte et rigoureuse application, appelaient un désordre, un gâchis, une obstruction dans les services en grève et cette obstruction fut souvent l'artisan ingénieux du succès des revendications demandées.

Or de nos jours où la profusion de textes de lois, de décrets hétéroclites ne fait que s'accroître, il semble que cette forme de grève « passive » peut être employée dans certaines corporations où la grève gestionnaire semble difficilement applicable dans les conditions présentes.

C'est ce qu'ont fait les douaniers mécontents qu'on leur ait refusé l'indemnité de risque qui leur avait été promise et au moins la parité d'indices avec la police.

Appliquant le respect du règlement jusqu'à l'absurde, fignolant leur travail et l'accomplissement d'un soin scrupuleux, ils ont su mettre 5 heures pour effectuer certaines tâches alors qu'il faut habituellement 10 minutes ; mettant 2 heures pour examiner minutieusement dans le détail chaque valise de voyageur, fouillant consciencieusement chaque véhicule, retournant les coussins, vidant les tombereaux pour les vérifier de fond en comble, exerçant le contrôle de l'argent à un centime près, et tout cela en conformité avec tous les fatras des circulaires d'application, accomplissant strictement, rigoureusement, le règlement et rien de plus, ils ont en peu de temps par leur action revendicatrice obtenu un protocole d'accord leur donnant satisfaction.

Cette tactique de lutte ouvrière qui fut appliquée dès 1895 avec réussite, n'est pas une antithèse à l'action directe. Cette résistance passive peut en maintes circonstances obtenir « droit de cité ».

Les douaniers en revenant à une forme d'action autrefois préconisée par Pouget ont attiré l'attention des travailleurs sur une forme de lutte trop oubliée et qui peut être très efficace.

Espérons que cet exemple, bien que donné par une corporation peu intéressante — les gabelous étant cousins germains des flics — portera ses fruits, surtout chez les fonctionnaires.

SUZU.

LES DOUANIERS INNOVENT EN RETOURNANT AUX SOURCES

« L'obstructionnisme est un procédé de sabotage qui consiste à appliquer avec un soin méticuleux les règlements, à faire la besogne dont chacun a charge, avec une sage lenteur et un soin exagéré ».

Cette forme de grève préconisée par le grand pionnier du syndicalisme Pouget vient d'être mise à exécution par les douaniers, ces jours derniers.

Déjà à l'époque de Pouget, les règlements, les circulaires qui chevauchaient les uns sur les autres lorsqu'ils étaient appliqués avec une stricte et rigoureuse application, appelaient un désordre, un gâchis, une obstruction dans les services en grève et cette obstruction fut souvent l'artisan ingénieux du succès des revendications demandées.

Or de nos jours où la profusion de textes de lois, de décrets hétéroclites ne fait que s'accroître, il semble que cette forme de grève « passive » peut être employée dans certaines corporations où la grève gestionnaire semble difficilement applicable dans les conditions présentes.

C'est ce qu'ont fait les douaniers mécontents qu'on leur ait refusé l'indemnité de risque qui leur avait été promise et au moins la parité d'indices avec la police.

Appliquant le respect du règlement jusqu'à l'absurde, fignolant leur travail et l'accomplissement d'un soin scrupuleux, ils ont su mettre 5 heures pour effectuer certaines tâches alors qu'il faut habituellement 10 minutes ; mettant 2 heures pour examiner minutieusement dans le détail chaque valise de voyageur, fouillant consciencieusement chaque véhicule, retournant les coussins, vidant les tombereaux pour les vérifier de fond en comble, exerçant le contrôle de l'argent à un centime près, et tout cela en conformité avec tous les fatras des circulaires d'application, accomplissant strictement, rigoureusement, le règlement et rien de plus, ils ont en peu de temps par leur action revendicatrice obtenu un protocole d'accord leur donnant satisfaction.

Cette tactique de lutte ouvrière qui fut appliquée dès 1895 avec réussite, n'est pas une antithèse à l'action directe. Cette résistance passive peut en maintes circonstances obtenir « droit de cité ».

Les douaniers en revenant à une forme d'action autrefois préconisée par Pouget ont attiré l'attention des travailleurs sur une forme de lutte trop oubliée et qui peut être très efficace.

Espérons que cet exemple, bien que donné par une corporation peu intéressante — les gabelous étant cousins germains des flics — portera ses fruits, surtout chez les fonctionnaires.

SUZU.

LES DOUANIERS INNOVENT EN RETOURNANT AUX SOURCES

« L'obstructionnisme est un procédé de sabotage qui consiste à appliquer avec un soin méticuleux les règlements, à faire la besogne dont chacun a charge, avec une sage lenteur et un soin exagéré ».

Cette forme de grève préconisée par le grand pionnier du syndicalisme Pouget vient d'être mise à exécution par les douaniers, ces jours derniers.

Déjà à l'époque de Pouget, les règlements, les circulaires qui chevauchaient les uns sur les autres lorsqu'ils étaient appliqués avec une stricte et rigoureuse application, appelaient un désordre, un gâchis, une obstruction dans les services en grève et cette obstruction fut souvent l'artisan ingénieux du succès des revendications demandées.

Or de nos jours où la profusion de textes de lois, de décrets hétéroclites ne fait que s'accroître, il semble que cette forme de grève « passive » peut être employée dans certaines corporations où la grève gestionnaire semble difficilement applicable dans les conditions présentes.

C'est ce qu'ont fait les douaniers mécontents qu'on leur ait refusé l'indemnité de risque qui leur avait été promise et au moins la parité d'indices avec la police.

Appliquant le respect du règlement jusqu'à l'absurde, fignolant leur travail et l'accomplissement d'un soin scrupuleux, ils ont su mettre 5 heures pour effectuer certaines tâches alors qu'il faut habituellement 10 minutes ; mettant 2 heures pour examiner minutieusement dans le détail chaque valise de voyageur, fouillant consciencieusement chaque véhicule, retournant les coussins, vidant les tombereaux pour les vérifier de fond en comble, exerçant le contrôle de l'argent à un centime près, et tout cela en conformité avec tous les fatras des circulaires d'application, accomplissant strictement, rigoureusement, le règlement et rien de plus, ils ont en peu de temps par leur action revendicatrice obtenu un protocole d'accord leur donnant satisfaction.

Cette tactique de lutte ouvrière qui fut appliquée dès 1895 avec réussite, n'est pas une antithèse à l'action directe. Cette résistance passive peut en maintes circonstances obtenir « droit de cité ».

Les douaniers en revenant à une forme d'action autrefois préconisée par Pouget ont attiré l'attention des travailleurs sur une forme de lutte trop oubliée et qui peut être très efficace.

ne comprenons pas ici pourquoi certains groupes de la Fédération se sont embarqués dans la galère F. O. — de bonne foi d'ailleurs — affaiblissant d'autant l'opposition organisée à la C.G.T. lors de l'ultime assaut de Bordeaux. Nous ne comprenons pas plus le goût éprouvé par certains autres militants pour ceux de la rue Mademoiselle alors que celle-ci ne peut donner ce qu'elle a : un toit, une façade, des bureaux, une administration, certes, mais surtout des directrices paragonnées à celles de notre gouvernementalisme que ne sauraient suivre les travailleurs épris de liberté. Au spectacle du dégonflage des P.T.T.

F.O. (partisans de l'arbitrage obligatoire), de la cherté régnant chez les fonctionnaires F.O. (redressement de division d'ont), de la jeunesse des mineurs F.O. lors de la dernière grève, de l'inconsistance des métallurgistes et des hospitaliers F.O., les travailleurs du Livre répondront « Non » à F.O. comme ils diront « Non » à la C.G.T.

Pour sauvegarder l'unité, pour se dégager des partis syndicaux, pour revaloriser le syndicalisme, pour lutter effectivement contre la dictature, d'où qu'elle vienne, camarades du Livre, VOTEZ AUTONOMIE !

J. BOUCHER.

## REVUE de la PRESSE syndicale

Dans Force Ouvrière, Lafond se félicite de la promotion récente de Jouhaux élu à la Présidence du Conseil Européen et avec la bénédiction du révérend père de Gasperi. Il ne manquait plus en effet que ce fleuron à la couronne du vieux renégat. Pour l'enthousiasme et les forces qui représentent Jouhaux, on a l'impression que Lafond a voulu plaisanter.

C'est pourquoi l'Europe ne se consolerait pas sans l'assentiment et l'enthousiasme « créateur des travailleurs ». Les clans affinitaires, les coteries d'intérêts, les personnalités les plus puissantes et les plus respectées ne pourrions les remplacer.

Nous sommes fiers de la désignation de Léon Jouhaux à la présidence du Conseil européen. Mqis, comme lui-même l'a déclaré, ce ne doit pas être un coup de chapeau à un homme et aux fous qu'il représente.

Dans le Réveil Syndicaliste, organe de l'Union Départementale de Maine-et-Loire (F.O.) de notre camarade Chevillier ces réflexions de bon sens :

Tout militant syndicaliste digne de ce nom doit envisager la tactique à employer, l'action à mener pour tirer le meilleur parti de ce qui se produit. Nous pouvons bénéficier de cette baisse, dont ne nous font bénéficier que partiellement les « commerçants », en créant ou en développant des contacts directs entre producteurs et consommateurs. Cela aura le triple avantage d'apporter une amélioration dans l'immédiat à ceux qui en profiteront d'obliger les commerçants à s'aligner, et enfin, d'organiser ce qui reste tous jours un objectif révolutionnaire : un circuit direct entre producteurs et consommateurs.

Voilà ce qui doit être actuellement un des principaux objectifs du mouvement syndical. Je ne m'y étendrai pas plus longuement aujourd'hui. Toutefois, cela ne peut être qu'un objectif de militants syndicalistes révolutionnaires ; il ne faut pas attendre grand-chose de ceux qui voient la réalisation de nos objectifs par le parlementarisme et par l'Etat, en particulier le parti communiste et sa filiale la C.G.T.K. beaucoup trop préoccupés par la salade politique et la défense des petits commerçants.

Toutefois dans l'Europe a certainement oublié la vieillesse qui a trait à l'imprudence de parler de corde dans la maison d'un pendu. Il semble pourtant que pour ce qui est de livrer du minerai à l'impérialisme américain l'exemple déplorable qu'a donné la « patrie des travailleurs » devrait



**Voter c'est capituler !**

# **TRAVAILLEURS !**

**LES PARTIS POLITIQUES vous appellent une fois de plus aux urnes. VOTEREZ-VOUS :**

**Pour les partis " démocratiques ", Socialiste, Radical et M. R. P., qui se réclament de programmes opposés, mais oublient leurs promesses aussitôt les élections terminées, car pour eux, ce qui compte, c'est le pouvoir et ses avantages.**

**Pour le R.P.F. qui vise à la dictature fasciste de de Gaulle, car pour lui ce qui compte, c'est le pouvoir et ses avantages.**

**Pour le Parti Communiste qui trahit vos grèves et vos revendications en les utilisant ou en les sabotant, car pour lui, ce qui compte c'est le pouvoir et ses avantages.**

**Voterez-vous pour les étrangleurs de l'Indochine ou pour les agents du fascisme russe et du fascisme gaulliste ?**

**Voterez-vous pour les démagogues qui se sont subitement découvert une âme de paysan au moment des élections cantonales ?**

**Voter, c'est demander que la comédie parlementaire se poursuive, que les politiciens continuent à piller votre travail pour préparer la guerre.**

**A l'arme des politiciens : le bulletin de vote. opposez votre action de destruction du régime capitaliste-policier; opposez l'organisation économique ouvrière à la désorganisation capitaliste. La Fédération Anarchiste vous y appelle.**

**Contre la guerre, le mensonge et l'Etat**

# **NE VOTEZ PAS**